

**CONSEIL MUNICIPAL du 16 mars 2016 - 18heures30**  
**Résumé sommaire**

**19 présents, 4 élus absents excusés** [Alain Olivier (procuration à Annie Marzin), Michèle Rousseau (procuration à Bénédicte Daras Ripia) ; Elyane Le Bléis (procuration à Gaby Peton), Jocelyne Kervela-Lainé (procuration à Claude Conrod)]

En préalable, le Maire, Pierre Plouzenec informe l'assemblée qu'il a déposé une plainte auprès du Procureur de la République suite à des injures et insultes à son égard sur Internet, en qualité de premier magistrat.

Thomas Le Reun est élu secrétaire de séance à l'unanimité.

## **0. Compte-rendu du Conseil municipal du 25 janvier 2016**

Le Maire, Pierre Plouzenec, fait la lecture du compte-rendu sommaire qui a été transmis aux conseillers avec la convocation, puis soumet au vote. Claude Conrod demande à ce que son intervention concernant les liserés sur les panneaux à l'entrée de bourg, en soutien au monde agricole, soit précisée dans les questions diverses du compte-rendu. Le compte-rendu sommaire est adopté à l'unanimité (23 pour).

### **1. Répartition du FPIC**

Le Maire, Pierre Plouzenec, rappelle l'historique du FPIC, Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales & Communales : le principe du fonds vise à rééquilibrer les ressources entre les collectivités locales en instituant un prélèvement sur les ressources des collectivités (Communes et Communautés) dites riches au profit de celles dites moins dotées.

Il précise que le bureau communautaire a validé pour 2016 le principe de reversement du FPIC à la Communauté de Communes pour poursuivre le déploiement du Très Haut Débit sur le territoire. Pour Plozévet, le montant du FPIC s'élevait à 46 678 € pour l'année 2015, le montant pour l'année 2016 ne sera connu qu'en juin. Jean-Paul Kerveillant, conseiller municipal, demande ce qu'il en est de l'état de l'avancée des travaux. Le Maire lui explique le principe de priorité de déploiement dans les zones actuellement moins bien couvertes, tel que prévu par le Conseil Régional dans le cadre de Bretagne très Haut débit. La commune de Plozévet comme celle de Plonéour-Lanvern seraient équipées en dernier lieu aux environs de 2025 à 2030.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) approuve le versement de la part communale du FPIC à la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden.

### **2. Projet de réaménagement du chemin de la Corniche**

Le Maire, Pierre Plouzenec, présente le projet de l'aménagement du Chemin de la Corniche et précise qu'un dossier a été déposé auprès de la Préfecture au titre du FSIL - Fonds de Soutien à l'Investissement public Local.

Il présente le projet et le plan de financement qui sont intégrés au projet de réaménagement du bourg présenté au titre de la DETR - Dotation d'Équipement pour les Territoires Ruraux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 2 abstentions : Claude Conrod), autorise le Maire à solliciter le FSIL tel que présenté et annexé, et prévoit la dépense budgétaire.

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint propose à l'assemblée de conventionner avec la CCHPB (Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden) pour établir une délégation de maîtrise d'ouvrage. Il précise que les travaux sur cette route qui est classée RIC (Route d'Intérêt Communautaire), ne sont pas programmés au budget 2016 de la CCHPB et que le fait de conventionner permet de prévoir un remboursement en 2017 au prorata des compétences.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (23 pour) autorise le Maire à signer la convention telle que présentée et prévoit l'inscription budgétaire.

### 3. Convention avec le SDEF

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que le SDEF (Syndicat Départemental d'Électrification du Finistère) propose à la Commune l'installation de deux places de parking, dédiées au rechargement de véhicules électriques. Il propose l'emplacement situé place du 8 mai, derrière le transformateur. À l'heure actuelle, le délai d'installation n'est pas connu.

Le SDEF souhaite en effet couvrir le territoire de bornes électriques, les recharges en électricité étant facturées aux clients utilisateurs.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (23 pour), autorise le Maire à signer la convention avec le SDEF, telle que présentée.

### 4. Élection de conseillers délégués:

Le maire, Pierre Plouzenec, propose à l'assemblée la création de deux postes de conseillers délégués à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016. Le premier serait en charge de l'environnement et le second, en charge des affaires scolaires. Ces missions viendraient en déductions de celles attribuées aux adjointes respectivement en charge de l'urbanisme et de l'environnement et en charge de l'action sociale et des affaires scolaires.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide à l'unanimité (23 pour) la proposition et procède à la création de deux postes de conseillers délégués, puis le Maire après avoir recueilli les candidatures, invite les conseillers au vote à bulletin secret. Claudie Guénolé et Jean-Marc Jaouen procèdent à la lecture des résultats :

- Marie-Christine Camenen : 23 voix
- Brigitte Brémaud : 23 voix

### 5. Fixation des indemnités de fonction des élus

Le Marie, Pierre Plouzenec, présente un tableau de répartition des indemnités versées aux maire, adjoints et conseillers délégués. Il précise que l'enveloppe globale reste inchangée et propose la répartition suivante :

	% de l'indice 1015	montant ind	Total
indemnité du Maire	43%	1 634,63 €	1 634,63
Avant : total des indemnités des adjoints (5)	12,40%	471,38 €	2 356,91
Après : total des indemnités des adjoints (3)	12,40%	471,38 €	1 414,15
Après : total des indemnités des adjoints (2)	6,40%	243,29 €	486,59
Avant : total des indemnités des conseillers délégués (3)	6%	228,09 €	684,26
Après : total des indemnités des conseillers délégués (5)	6%	228,09 €	1 140,44

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (23 pour), est favorable à la répartition telle que présentée et prévoit la dépense au budget.

### 6. Accueil de Loisir Sans Hébergement - Tarifs mini-séjours été 2016

Gaby Peton, adjointe aux Affaires scolaires et à l'action sociale présente les propositions de mini-séjours organisé par l'Accueil de Loisir cet été.

Trois séjours sont programmés et afin de minimiser les coûts, l'organisation est partagée avec la commune de Pouldreuzic. Les propositions de tarifs, travaillés en concertation avec la Commune de Pouldreuzic, sont identiques à l'année dernière et sont fonction du quotient familial.

	Pour 4 nuitées	Pour 2 nuitées
QF 1 : inférieur ou égal à 500	60,00 €	30,00 €
QF 2: de 501 à 700	82,50 €	41,25 €
QF 3 : de 701 à 850	105,00 €	52,50 €
QF4 : de 851 à 1100	127,50 €	63,75 €
QF 5 : au-delà de 1100	150,00 €	75,00 €

Le règlement qu'il est proposé d'appliquer comprend notamment :

- ✓ le versement d'arrhes à la réservation, d'un montant de 20 € (remboursables pour des raisons médicales) ;
- ✓ les modalités d'inscription, qui se feront sur place (pas d'inscription par voie postale ni électronique) lors de permanences dédiées ;
- ✓ chaque enfant pourra s'inscrire à un seul séjour ;
- ✓ une liste d'attente sera ouverte.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (23 pour), approuve les propositions et fixe les tarifs tel que présentés et prévoit la dépense budgétaire.

## **7. Cession de terrain**

Le Maire, Pierre Plouzenec, quitte la séance après avoir demandé à Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, de bien vouloir prendre la présidence.

Jean-Bernard Yannic rappelle que lorsqu'il s'est agi du projet de l'éco-quartier, il était prévu de procéder à certaines mutations de terrains, puis présente le projet de découpage des dits-terrains, conformément au PLU (Plan Local d'Urbanisme). Il précise que la densification de l'urbanisation en centre bourg est également une préconisation du SCOT (Schéma de COhérence Territoriale). Puis, il propose que les frais d'arpentage soient partagés entre les quatre parties prenantes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour), autorise la signature des documents en résultant et prévoit la dépense au budget.

## **8. Enfouissement des réseaux - Rue de l'Océan**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la proposition d'enfouissement des réseaux aériens (électricité et téléphone), en concertation avec le SDEF (Syndicat d'Électrification du Finistère), dans le secteur de la rue de l'Océan : du Gored à Garec Glaz. Annie Marzin, adjointe à l'environnement et l'urbanisme, souhaite connaître la date de démarrage des travaux. Jean-Bernard Yannic précise que le démarrage est prévu en début avril et que la circulation se fera en alternat pour une période d'environ trois mois. Les travaux seront cependant interrompus pendant l'été.

L'estimation des dépenses se monte à :

- Réseau basse tension : 236 900€ HT
- Réseau éclairage public : 53 200€ HT
- Réseau communications électroniques : 46 200€ HT

Soit un total de 336 300,00€ HT

Selon le règlement financier voté par délibération du SDEF le 29 octobre 2014, le financement s'établit comme suit :

- Financement du SDEF : 263.450€
- Financement de la commune :
  - ✓ 0€ pour la basse tension
  - ✓ 38 200 € pour l'éclairage public
  - ✓ 34 650 € pour les communications électroniques

Soit au total une participation de 72 850,00 €

Les travaux d'enfouissement de réseaux de communications électroniques seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SDEF, conformément à l'article L 2224-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Le montant de la participation de la commune aux travaux de communication électroniques est désormais calculé sur la base de 75% du montant HT des travaux, soit 34 650 euros.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour), autoriser le Maire à signer la convention telle que présentée et prévoit la dépense budgétaire.

## 9. Contrat de maintenance

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente les propositions de conventions et contrôles périodiques comme suit :

Le premier concerne un contrat de maintenance pour les portes automatiques situées à l'office de Tourisme. La proposition de convention de maintenance est valable pour une période de cinq ans et se monte à 180,81 €HT pour une visite semestrielle (obligation réglementaire).

Le second concerne les contrôles & vérifications règlementaires périodiques. Les meilleures propositions émanent de l'APAVE :

- Vérification périodique réglementaire des appareils de levage (577,06€HT) :
  - o Semestrielle : Pelle utilisée en levage
  - o Annuelle : Pont élévateur de garage  
Les ascenseurs
- Contrôle techniques périodiques des ascenseurs (503,25€HT) :
  - o Périodicité quinquennale : 2 ascenseurs
- Vérification réglementaire en exploitation d'ascenseurs (375,76€HT) :
  - o Périodicité quinquennale : 2 ascenseurs
- Vérification réglementaire (triennale : 939,40 €HT) :
  - o en exploitation des Systèmes Sécurité Incendie (SSI) Pierre Trépos & école.
  - o en exploitation des installations de désenfumage

Le conseil municipal, après en avoir délibéré autorise à l'unanimité (23) le Maire à signer les conventions et contrats tels que présentés.

## 10. Dénomination de rue

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que dans le cadre de la campagne de numérotation des maisons de la Commune, le quartier de la Trinité relève qu'une impasse qui ne dispose pas de nom.

La proposition est la suivante : *Impasse de la Trinité*.

M. Jaouen, conseiller municipal, demande si les numérotations des quartiers sont répertoriées sur GPS. Le Maire informe qu'en zone rurale, les GPS ne sont pas toujours très précis, cependant, un voyageur arrivant dans le quartier aura l'information sur un panneau diagrammatique qui sera installé de façon visible et permettra ainsi de se repérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour), valide la proposition « *Impasse de la Trinité* » et autorise le Maire à prendre toute les dispositions qui en découlent.

## 11. Remboursement de frais

Le Maire, Pierre Plouzennec expose à l'assemblée qu'une conseillère déléguée, Véronique Le Scoan, a réalisé une dépense au nom de la collectivité, pour équiper la commune de décorations extérieures. Il propose à l'assemblée de procéder au remboursement qui se monte à 27,45 €TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à procéder au remboursement et prévoit la dépense budgétaire.

## 12. Motion arrêté de biotope - Natura 2000

Le Maire, Pierre Plouzennec, fait l'historique des zones de protection de Natura 2000 en Baie d'Audierne. Il présente le projet d'arrêté préfectoral de Biotope, sur la zone de Trunvel-Kergalan dont le périmètre de protection présente un tracé allant d'Est en Ouest, de l'amont de chacun des étangs à la limite basse de l'estran, et du Nord au Sud, de la limite nord de la zone humide de Kergalan à la limite sud de la zone humide de Trunvel. Située de Tréguennec à Plovan, l'intégralité de la commune de Trégoat est concernée.

Le projet est très restrictif dans les usages (pratique interdite du cerf-volant, d'activités nautiques, agrandissement des périmètres délimités pour canaliser le public, ...). L'objet est notamment de permettre une limitation des dérangements et de destructions du biotope remarquable. Le Maire informe qu'un débat est mené au sein de la Communauté de Communes, et que restant ouverts à

l'application de certaines restrictions, les Maires des communes concernées souhaitent un arrêté applicable qui ait fait l'objet de concertations.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), approuve la motion et autorise le Maire à la diffuser à qui de droit.

### **13. Motion sur le monde rural ;**

Le Maire, Pierre Plouzenec, présente la proposition de motion émanant de l'association des maires ruraux. Thierry Sclaminet, conseiller municipal, pense que le monde rural se sent délaissé, que les campagnes ont du mal à se faire entendre et qu'il est important d'exprimer les problématiques actuelles.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), approuve la motion et autorise le Maire à la diffuser à qui de droit.

### **14. Questions diverses**

*Le Maire, Pierre Plouzenec, présente à l'assemblée la liste des marchés conclus en 2015.*

*À la demande de plusieurs conseillers municipaux, il propose que l'Assemblée délibérante se réunisse en période estivale une fois sur deux à 19h30.*

*Le Maire informe de la création d'un marché du terroir, hebdomadaire à compter du 6 mai 2016, qui se tiendra tous les vendredis matin, en centre bourg, autour de l'enclos paroissial au sud jusqu'à la Poste et la placette devant l'ancien office de Tourisme. Il aura la capacité d'accueillir entre 10 et 15 marchands ambulants. Une réunion est programmée pour le mois d'avril.*

*Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires félicite au nom de tous les élus les enfants des deux classes qui ont participé et sont finalistes au concours du Kan ar Bobl.*

*Bénédicte Darras Ripia souhaite obtenir des informations sur les compteurs Linky : Le Maire indique qu'il a été à plusieurs reprises sollicité, et propose à Jean-Bernard Yannic, premier adjoint d'en faire une synthèse des différents documents transmis aux conseillers. Il rappelle que le Maire a délégué sa compétence au SDEF, qui en a fait de même à ERDF qui a prévu de mettre en place ces compteurs pour répondre aux obligations européennes : mise en place de compteurs communicants avant 2020. Claudie Guénolé, conseillère municipale déléguée, demande ce qu'il en est des personnes électro-sensible. Jean-Bernard Yannic lui explique que le temps de communication du compteur est de l'ordre de 5 à 6 secondes, et que le signal est identique à celui des heures creuses / heures pleines.*

*Il reste à déplorer que ce déploiement aura une incidence sur l'emploi (5 000 emplois en France), mais avec les évolutions des éco-énergies et la recrudescence de multiples petits utilisateurs (éoliens, solaire), le système Linky permettra de réguler les énergies.*

*Jean-Bernard Yannic informe qu'une commission au sein du SDEF va être mise en place, composées notamment d'élus.*

*Les diverses informations et dates (commissions, nettoyage des plages, don du sang, ...) sont portées à la connaissance de l'assemblée et la séance est levée à 20h10.*

## Réaménagement du Centre-Bourg

### Phase 0 : Aménagement du Chemin de la Corniche

#### Plan de financement prévisionnel

FINANCEURS	Dépense H.T. subventionnable de l'opération	Taux sollicité	Montant sollicité de la subvention	Montants retenus pour le Chemin de la Corniche
Etat – D.E.T.R Pgm 2015	(phase 0 & 1) : 2 200 000 €HT Retenu : 700 000 €HT <i>Dont Chemin de la Corniche :</i>	20 %	140 000 €	19 000 €
<i>Dotation de soutien à l'investissement</i>	<i>Phase Zéro : 300 000 €HT</i> <i>Chemin de la Corniche</i>	56,25%	180 000 €	180 000 €
Département	2 200 000 €HT  <i>Dont Chemin de la Corniche :</i>	Études Dispositif Patrimoine et Cadre de Vie (phase 1)	10 000 € 40 000 €	6 800 €
Autres financements publics	CCHPB – Participation			34 200 €
<b>TOTAL des aides publiques sollicitées</b> (cumul plafonné à 80% du montant H.T.)				<b>240 000 €</b>
<b>Montant à la charge du maître d'ouvrage</b> (autofinancement minimum de 20%)				<b>64 000 €</b>
<b>Total</b> (Phase 0 – chemin de la Corniche H.T.)				<b>320 000,00 €</b>